

DES CITOYENS EUROPÉENS À BRUXELLES : QUELS MESSAGES ?

Virginie Timmerman | *Chargée de projet Citoyenneté et démocratie*

Notre Europe - Institut Jacques Delors a organisé le 4 mai 2014 la deuxième phase du projet « Horizon UE : un cheminement horizontal vers la citoyenneté européenne » réunissant 52 citoyens de 18 pays membres de l'Union européenne, à Bruxelles, afin qu'ils discutent entre eux de leur vision de l'UE et de leurs voies d'accès à l'UE. Cette synthèse reprend les principaux points des discussions entre les 52 citoyens européens.

52 citoyens¹ issus de 18 pays membres (voir Carte 1) ont été sélectionnés car ils avaient participé à la première phase du projet « Horizon UE : un cheminement horizontal vers la citoyenneté européenne » qui avaient réuni 150 citoyens dans leurs pays respectifs, dans des groupes représentatifs d'une dizaine de personnes afin de discuter de leurs voies d'accès à l'UE². Ils ont également été sélectionnés afin d'obtenir un échantillon dans lequel la diversité des citoyens européens est bien représentée grâce à la prise en compte de plusieurs critères sociodémographiques (voir Tableau 1).

Tableau 1 ► Le profil des 52 citoyens européens participants à la deuxième phase du projet « Horizon UE »

Participants		52
Classe d'âge	25-34 ans	16
	35-49 ans	24
	50 ans et +	12
Catégorie socio-professionnelle	Moyenne-inférieure (ouvriers, maîtrise, employés) [*]	29
	Moyenne-supérieure (cadres moyens, cadres supérieurs, dirigeants de petites et moyennes entreprises, professions indépendantes) ^{**}	21
	Étudiants	2
Genre	Hommes	30
	Femmes	22

* Parmi les participants, voici quelques exemples des professions exercées par la catégorie classe moyenne-inférieure : responsable en logistique, chargé de projet, conducteur, employé de mairie.

** Parmi les participants, voici quelques exemples des professions exercées par la catégorie classe moyenne-supérieure : propriétaire d'un magasin, avocat, fermier, propriétaire d'une société d'impression et d'édition.

Au cours de cette discussion, Yves Bertoncini, directeur de Notre Europe - Institut Jacques Delors, et Daniel Debomy, fondateur et directeur de l'institut de recherches sur les opinions publiques OPTEM, ont posé deux questions aux citoyens européens présents :

- Quelle est votre vision de l'Union européenne ?
- Quelle communication entre les citoyens et l'UE ?

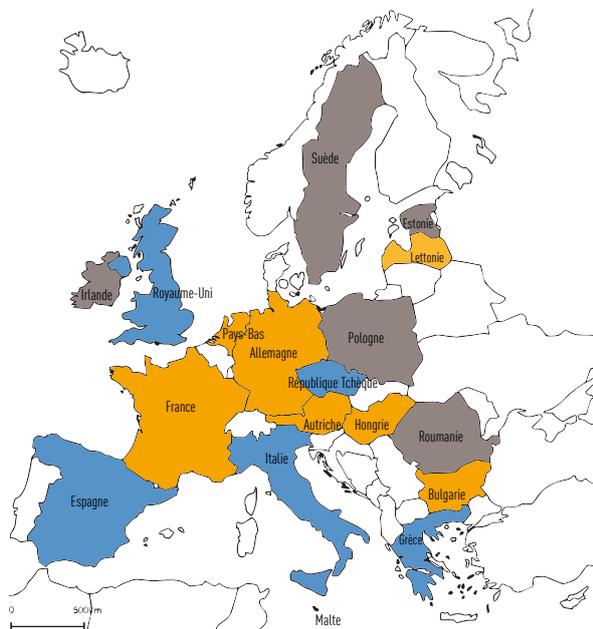
C'est de ces sujets que les 52 citoyens ont débattu à Bruxelles, le dimanche 4 mai, dans leurs 16 langues respectives avec l'aide d'interprètes « chuchoteurs » installés parmi les participants d'une même langue. Instinctivement, les citoyens s'étaient généralement regroupés spontanément par groupes de langues, même pour ceux qui parlaient l'anglais, langue pivot du débat.

Cette deuxième phase constituait pour eux un nouveau pas dans le cheminement horizontal vers leur citoyenneté européenne.



1. Quelle attitude générale vis-à-vis de l'UE et de la crise ?

Carte 1 ► Attitude générale des citoyens vis-à-vis de l'UE



Légende ► Carte 1

POSITIVE	MITIGÉE (À LA FOIS CÔTÉS POSITIFS ET NÉGATIFS)	NÉGATIVE
Estonie	Autriche	République tchèque
Irlande	Bulgarie	Grèce (grande déception)
Malte	France (dégradation)	Italie (désillusion et rancœur)
Pologne	Allemagne (dégradation)	Espagne
Roumanie (atténuation)	Hongrie	Royaume-Uni
Suède (partiellement contrebalancé)	Pays-Bas	
	Lettonie (craintes initiales nettement réduites)	

Source : Daniel Debomy, « L'implication des citoyens de l'UE dans le projet européen », Synthèse, Notre Europe - Institut Jacques Delors, juillet 2014 : synthèse présentant les résultats de la première phase du projet « Horizon UE : un cheminement horizontal vers la citoyenneté européenne ».

La discussion entre les 52 citoyens européens s'est engagée sur leurs réactions au regard des résultats dégagés lors des premières discussions nationales auxquelles ils avaient eux-mêmes participé, à savoir leurs attitudes et visions vis-à-vis de l'UE³. Trois grandes catégories avaient été distinguées : les États membres ayant une attitude relativement positive vis-à-vis de l'UE, ceux ayant une attitude mitigée - reconnaissant des points positifs et négatifs -, et enfin ceux avec une attitude relativement négative.

Certains aspects communs s'étaient dégagés dans la quasi-totalité des discussions nationales, particulièrement concernant les aspects positifs. Ainsi, les valeurs fondamentales de paix, démocratie et liberté promues par le projet européen sont reconnues. La

liberté de circulation, particulièrement pour les personnes, qui constitue l'une des grandes réussites de l'UE, est également reconnue. Parmi les pays ayant le plus récemment intégré l'UE et les pays ayant connu les plus grandes difficultés durant la crise, sont mentionnés les financements, via les fonds européens. Concernant les aspects négatifs, ces derniers pays ressentent une inégalité de traitement entre les pays européens. Ceux qui ont été touchés par la crise ont le sentiment d'une Europe à 2 vitesses alors que les « nouveaux pays » estiment que leur pays a un poids plus faible dans les discussions européennes. La critique bureaucratique est quasi-unanime. Les autres critiques positives et négatives sont plus diversifiées ; parmi les plus citées se trouvent : les droits communs aux citoyens européens, une protection face à la mondialisation ou aux voisins offerte grâce à l'unité, le manque d'autonomie des gouvernements nationaux face aux décisions européennes communes, la sur-règlementation, l'instabilité économique, la distance entre les citoyens et Bruxelles liée notamment au manque de représentativité, d'information et de transparence, etc.

Face à ces différents constats, les premiers à réagir ont été des citoyens espagnols, français et italiens cherchant à nuancer l'aspect négatif des attitudes décrites. **Un des citoyens espagnols** estime que l'éloignement des institutions européennes constitue véritablement l'un des problèmes majeurs, en partie parce que cela permet aux politiques nationales de les diaboliser. De plus, cette attitude négative est en grande partie une conséquence de la crise puisque les citoyens se demandent pourquoi tant de personnes peuvent passer les frontières espagnoles pour trouver du travail, et puisque les financements européens de ces dernières années ont plus aidé les institutions financières que les citoyens. **Un des citoyens français** est intervenu en défense de l'UE en rappelant qu'elle est un réel levier d'influence grâce à son unité dans le monde actuel. Et **certain des citoyens italiens** ont souligné la différence d'attitude envers l'UE et l'euro, ce dernier étant à blâmer pour la crise que traverse l'UE.

Ces nuances ont conduit **l'une des citoyennes grecques** à affirmer l'attitude négative de ses concitoyens contre l'UE et l'accaparement du projet européen par certains États membres comme l'Allemagne. Les Grecs se sont sentis abandonnés alors que la Grèce est toujours sur le fil, entre faillite et sauvetage par l'UE, et que la corruption persiste, notamment dans la gestion des fonds européens ;

ils se sentent aussi abandonnés sur la question des querelles territoriales avec les voisins. Les citoyens n'ont plus aucune perspective d'avenir en Grèce. **Un des citoyens irlandais** rejoint ce jugement en précisant que dans ce contexte de crise, le sauvetage s'est arrêté au niveau des banques : les citoyens continuent de souffrir tandis que les taux d'émigration et de suicide ont augmenté. Les plans de sauvetage européens ne sont pas satisfaisants pour les citoyens, et il existe une différence de perception évidente entre eux et les décideurs.



Les citoyens allemands présents, soutenus par **leurs homologues autrichiens**, estiment que ce n'est pas à leur pays ou à l'UE de régler les problèmes des autres pays. **Un des citoyens tchèques** ajoute « Qui surveille mal ses finances, échouera lamentablement ». **Un citoyen suédois et le citoyen néerlandais** sont revenus sur ces questions dans la dernière partie du débat en rappelant que chaque État doit prendre ses responsabilités et payer pour ses propres erreurs.

Ce débat sur la situation économique donne lieu à des revendications de la part de certains citoyens. **Les citoyens tchèques présents** affirment qu'il faut que l'UE stabilise sa situation économique et examine mieux la situation économique des pays candidats à l'entrée dans l'UE ou la zone euro. **Deux citoyens, italien et maltais**, demandent pour leur part plus de solidarité sur les questions d'immigration.

Chez les citoyens lettons présents, certains souhaitent que les aides aillent en priorité aux entreprises en difficulté. **Un des citoyens autrichiens** estime ensuite que l'UE est souvent utilisée comme bouc-émissaire alors même qu'elle manque de capacités dans certains domaines, tels les affaires étrangères, qu'elle ne peut donc pas gérer efficacement. **Les citoyens autrichiens et polonais** considèrent la bureaucratie et la sur-règlementation comme des lacunes de l'UE. **Un citoyen polonais** juge que l'UE – ainsi que l'OTAN – est tout de même une protection contre les puissances étrangères et qu'elle devrait s'affirmer face à la Russie par des sanctions, dans le contexte de la crise en Ukraine.

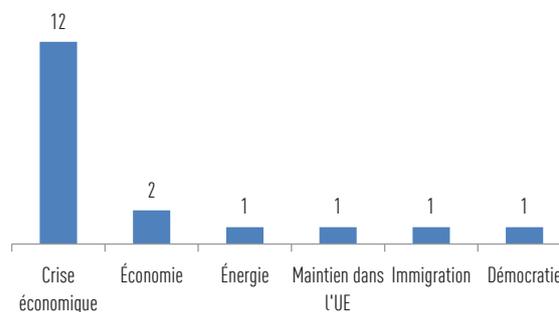
Malgré toutes ces critiques, **les groupes de citoyens hongrois, lettons et particulièrement celui des citoyens polonais** réaffirment leur vision positive de l'appartenance de leur pays à l'UE et leur désir d'y rester.

2. Vers une communication plus directe entre citoyens et institutions ?

La discussion entre les 52 citoyens a continué sur leurs réactions au regard des résultats dégagés lors des premières discussions nationales relatives à leurs voies d'accès à l'UE : quelles sont leurs sources d'information et de connaissance sur l'UE, quelles informations souhaiteraient-ils avoir, quels sont les moyens d'expression qu'ils utilisent pour accéder à l'UE et enfin quels sont les moyens dont ils souhaiteraient disposer ?

Les deux premières sources d'information citées sont Internet et les médias classiques ; viennent ensuite la radio, les médias spécialisés, l'école, ou enfin l'expérience et les discussions personnelles. Toutefois la majorité des citoyens a affirmé avoir une faible connaissance des sujets européens. Les premières préoccupations étant économiques, les citoyens attendent plus d'information de la part de l'UE concernant ces sujets.

Graphique 1 ► Attente d'information de la part des citoyens



Source : graphique de Virginie Timmerman, d'après Daniel Debomy, « L'implication des citoyens de l'UE dans le projet européen », Synthèse, Notre Europe - Institut Jacques Delors, juillet 2014 : synthèse présentant les résultats de la première phase du projet « Horizon UE : un cheminement horizontal vers la citoyenneté européenne ».

Enfin, les citoyens interviewés dans la première phase du projet « Horizon UE » avaient évoqué les mêmes moyens d'expression vers l'UE, à savoir le vote et le référendum en premier lieu, les contacts directs avec les acteurs européens, puis parfois l'interpellation des gouvernements nationaux, les consultations, les pétitions et les manifestations. Cependant, ils parlaient également des obstacles décourageant leur participation aux affaires européennes, tels que l'absence de volonté des acteurs nationaux et européens, l'image floue voire négative des députés européens, la complexité des sujets européens, l'ignorance des canaux de communication, la passivité quant à la recherche de l'information et enfin, la faible influence ressentie par les citoyens de certains pays. Afin de mieux s'impliquer dans les affaires européennes, les citoyens sont favorables, voire très favorables, aux propositions suivantes : à la présence d'un bureau d'information ouvert au public dans chaque grande ville type Europe Direct, aux sondages type Eurobaromètre, à l'organisation de consultation internet par la Commission européenne, et à un service interactif via internet et les réseaux sociaux qui puisse recueillir leur opinion.



La discussion sur l'accès à l'UE débute avec l'intervention d'un **citoyen hongrois** qui fait part de son sentiment sur la complexité de l'UE, due selon lui au grand nombre de pays qui en font partie. Il estime aussi que les États membres doivent prendre leurs responsabilités ; **une citoyenne estonienne** le rejoint sur ce point en précisant que les acteurs nationaux diabolisent l'UE. **Un des citoyens bulgares** revient sur cette question à la fin du débat en révélant l'absence de confiance qu'ils ont envers leurs représentants nationaux et européens. Tout comme les citoyens estoniens, ils ont le sentiment de ne pas être entendus, que ce soit par le niveau

national ou européen. Afin de palier cela, **certains citoyens roumains, hongrois et bulgares** souhaitent un retour plus fréquent et direct de la part des députés européens qu'ils ont élus.

Les gouvernements nationaux ne sont pas les seuls à diaboliser l'UE, puisque les médias font de même, ajoutent **une citoyenne estonienne rejointe par un citoyen suédois. Un citoyen maltais** n'a d'ailleurs aucune confiance dans les chaînes de télévision car elles sont contrôlées par les partis politiques. **Deux citoyens, tchèque et estonien**, précisent qu'il existe bien Euronews comme chaîne européenne, mais en République tchèque c'est une chaîne payante et en Estonie, il existe deux chaînes Euronews, l'une est en anglais et l'autre en russe, ce qui prête à confusion.

Un citoyen maltais souhaite plus de transparence tandis que les citoyens autrichiens veulent que l'UE utilise les bonnes voies de communication. **Une citoyenne britannique** ajoute qu'il faut que l'UE communique plus sur les décisions prises, particulièrement lorsque les citoyens se sont exprimés directement par voie référendaire ou par pétition, ou par le biais d'une Initiative citoyenne européenne, qui rassemble obligatoirement un million de citoyens européens. D'ailleurs, **certains citoyens autrichiens et hongrois** souhaitent qu'il y ait plus de consultations, particulièrement quand les décisions européennes concernent les droits de l'homme. **Plusieurs citoyens allemands** proposent que les députés européens viennent directement intervenir dans les écoles.

Un citoyen maltais veut aussi que la communication soit plus directe. Pour cela, la plupart des citoyens souhaite que les nouvelles technologies de l'information et de la communication soient utilisées, c'est-à-dire internet et les réseaux sociaux, notamment pour le vote, propose **un citoyen roumain. Un citoyen tchèque** suggère que chaque semaine, Bruxelles diffuse une émission de 30 minutes sur l'état des affaires européennes, sur ce qui s'est passé et ce qui est prévu la semaine suivante.

Les citoyens maltais présents soulèvent également la question de l'intérêt des citoyens pour les questions européennes ; les institutions nationales et européennes devraient se demander pourquoi les citoyens ont perdu leur intérêt pour ces questions. **Une citoyenne grecque** rebondit en disant que les

citoyens n'ont pas besoin de plus d'information mais doivent être plus intéressés par les questions européennes. En effet, elles doivent être traitées sous un autre angle en insistant sur les caractères communs aux citoyens européens, leurs cultures, leurs vins, leurs voyages. De plus, **un citoyen roumain** pense que les questions européennes doivent être présentées de manière plus attractive grâce à des films ou des programmes télévisés. **Les citoyens bulgares**

présents concluent le débat sur la question des langues : mises à part les informations de base disponibles dans toutes les langues, tout le reste n'est disponible qu'en anglais.

Tous les citoyens européens ayant participé aux discussions le premier jour se sont retrouvés le lendemain au Parlement européen pour discuter avec des représentants des institutions européennes.

1. Trois citoyens de chacun des groupes de discussions de la première phase ont été invités, mais deux citoyens néerlandais ont été empêchés au dernier moment.
2. Daniel Debomy, « L'implication des citoyens de l'UE dans le projet européen », *Synthèse*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, juillet 2014.
3. Daniel Debomy, « L'implication des citoyens de l'UE dans le projet européen », *op. cit.*



DES CITOYENS FACE À « L'EUROPE DE BRUXELLES »

Virginie Timmerman, *Synthèse*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, août 2014

L'IMPLICATION DES CITOYENS DE L'UE DANS LE PROJET EUROPÉEN

Daniel Debomy, *Synthèse*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, juillet 2014

▶ MONDIALISATION : CE QUE LES FRANÇAIS NOUS ONT DIT

Vidéo, Notre Europe – Institut Jacques Delors, mai 2014

▶ EURO : CE QUE LES FRANÇAIS NOUS ONT DIT

Vidéo, Notre Europe – Institut Jacques Delors, mai 2014

▶ DÉMOCRATIE : CE QUE LES FRANÇAIS NOUS ONT DIT

Vidéo, Notre Europe – Institut Jacques Delors, mai 2014

▶ EMPLOI : CE QUE LES FRANÇAIS NOUS ONT DIT

Vidéo, Notre Europe – Institut Jacques Delors, mai 2014

L'UE NON, L'EURO OUI ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE À LA CRISE (2007-2012)

Daniel Debomy, *Policy Paper No. 90*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, mars 2013

LES EUROPÉENS CROIENT-ILS ENCORE EN L'UE ?

Daniel Debomy, *Études & Rapports No. 91*, Notre Europe – Institut Jacques Delors, juin 2012

LES MIGRANTS - PARCOURS EUROPÉENS

Frédéric Praud, Florence Brêthes, Hamed Borsali et Kiel, BD, Paroles d'hommes et de femmes / Notre Europe, mai 2012

LES CITOYENS EUROPÉENS ET L'UNION EUROPÉENNE DANS LE CONTEXTE ACTUEL DE CRISE

Daniel Debomy, *Policy Paper No. 47*, Notre Europe – Institut Jacques Delors / Fondation Jean Jaurès, novembre 2011

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*

